

**Du 04/11 au 25/11, VOTONS ÉCOLE ÉMANCIPÉE**

**Haro sur les pauvres et toujours plus pour les riches : en finir avec le libéralisme !**



Les grandes déclarations « Quoi qu'il en coûte » de mars 2020 et les promesses de changement de politique ont fait long feu. Si les mesures adoptées par le gouvernement depuis mars 2020 ont pu constituer quelques aides, insuffisantes et inégales d'un secteur à l'autre, elles se sont surtout traduites dans les faits par des milliards d'argent public pour la relance économique, distribués sans conditions sociales ou écologiques, permettant aux grandes entreprises de préserver leur versement de dividendes... Mais rien pour les services publics, pourtant créateurs d'emplois et de lien social. Des pans entiers

de la population, notamment parmi les jeunes et les précaires, sont plongés dans une grande pauvreté, mais sont rendus responsables de cette situation et dénigrés, en témoigne les propos de Blanquer au sujet de la manière dont les milieux populaires useraient de l'allocation de rentrée scolaire.

Le gouvernement ne change pas d'orientation et fait toujours la guerre aux pauvres. Le puissant mouvement social de décembre 2019 à mars 2020 a fragilisé le projet de **réforme des retraites** et, avec la pandémie, en a eu, momentanément, raison. Mais pour combien de temps encore ? Malgré deux rejets par le Conseil d'État et l'opposition de tous les syndicats, le gouvernement a maintenu sa **réforme de l'assurance chômage** visant à réduire massivement les prestations versées et qui aura des effets délétères et (im)prévisibles pour de nombreux-ses chômeur-euses. Le gouvernement poursuit son œuvre de **destruction des Services Publics**. Dans l'Éducation, Blanquer et Vidal **sapent les fondements de l'École et de la Recherche publiques**. Au menu de la politique libérale à l'œuvre : baisse des moyens, contractualisation, mise sous contrôle des personnels, recours accru à la précarité, mise en concurrence, déréglementation, privatisation. Les annonces de Macron à Marseille en sont la parfaite illustration.

A l'aube de la campagne présidentielle, la partition du poids de la dette, des aides sociales, du coût des Services Publics, est jouée sur tous les tons par la Macronie (et plus largement la droite), pour justifier sa politique inégalitaire qui ne prête qu'aux riches. L'interpellation des candidat-es ne suffira pas à peser dans le débat pour imposer d'autres choix de société : c'est le mouvement social qu'il faut contribuer à reconstruire.

**Pour une FSU qui mette toutes ses forces dans la lutte contre le libéralisme, dans la transformation sociale vers la justice et l'égalité, votez et faites voter pour l'École Émancipée !**